

Compétitivité toujours en berne

Publication du IMD World Competitiveness Yearbook 2013

Selon l'institut suisse IMD, le Luxembourg perd encore cette année en compétitivité, passant de la 12^e à la 13^e place.

Une pierre de plus dans le jardin du gouvernement.

Où un argument de plus pour les tenants des réformes structurelles dans l'économie: si on en croit l'institut suisse IMD (International Institute for Management Development), le Luxembourg occupe désormais la 13^e place sur 60 au classement des économies les plus compétitives.

Soit une place de moins que lors du classement précédent.

Et bien loin du niveau atteint avant la crise où le pays oscillait entre la 4^e et la 5^e position dudit classement. En 1997, le Luxembourg pointait à la 8^e place et avait atteint la 2^e en 2003.

Un recul dû, selon IMD, à la dégradation de la situation du marché de l'emploi et des finances publiques – «des atouts traditionnels du Grand-Duché», relève la Chambre de commerce qui coordonne l'enquête pour IMD au Luxembourg.

Chambre de commerce qui en profite pour appeler «les décideurs luxembourgeois à agir afin de ne pas voir l'écart se creuser entre le Luxembourg et les pays les plus performants en matière, par exemple, de compétitivité-coûts, d'accès au crédit pour les PME, de simplification administrative, d'équité intergénérationnelle (pensions) et de finances publiques».

«Le Luxembourg doit adapter son modèle de compétitivité face à un environnement changeant», indique pour sa part l'IMD.

Quatre piliers principaux forment la base du classement IMD, à savoir les piliers de performance économique, d'efficacité et d'efficacité des pouvoirs publics, d'environnement des affaires et de qualité des infrastructures.

Le premier pilier est traditionnellement le pilier le plus fort du Grand-Duché. Cette année, le pays gagne un rang et passe à la 5^e place.

Une progression à mettre au crédit de la valeur des actifs sous gestion présents au Grand-Duché.

Un indicateur très volatil souligne la Chambre de commerce qui préfère pointer la nette dégradation des indicateurs relatifs au marché de l'emploi et au chômage. Des indicateurs jugés bien moins volatils...

Celui qui n'avance pas recule

Dans le deuxième pilier, l'efficacité et l'efficacité des pouvoirs publics, le pays passe de la 16^e à la 18^e place.

Ce sont les finances publiques qui sont responsables de ce recul, et plus spécifiquement la situation de la soutenabilité des pensions et de la croissance de la dette publique.

Les performances des autres sous-piliers composant le 2^e pilier, à savoir les sous-piliers de politique fiscale, de cadre institutionnel et sociétal ainsi que de législation économique favorable demeurent

relativement stables par rapport à l'année précédente. «Or, une amélioration aurait été appréciée par les entreprises, notamment en matière de procédures administratives, les indicateurs afférents ayant accusé une lourde chute lors des deux classements précédents», note la Chambre de commerce.

Dans le troisième pilier, l'environnement des affaires, le pays perd 4 places et pointe désormais en 16^e position.

La Chambre de commerce relève le dangereux repli de 10 places au niveau de l'indicateur captant les attitudes envers la globalisation ou encore l'affaiblissement (recul de 13 places pour désormais loger à la

26^e place) pour ce qui est de l'image de marque du pays à l'étranger. Pour ce qui est du quatrième pilier, la qualité des infrastructures, le Luxembourg se maintient à la 23^e place.

Les progrès réalisés en matière de sécurité informatique et de connexion, à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'en matière de coopération technologique entre les acteurs tant du secteur privé que public sont cependant salués par les auteurs de l'étude.

C'est toujours ça. Bien sûr, l'IMD a ses suggestions pour parfaire la situation. Cinq en fait. D'abord, il faut améliorer le rap-

port compétitivité-prix et réduire les écarts d'inflation avec nos principaux partenaires économiques.

Il faut ensuite réindustrialiser l'économie via, notamment le soutien à la recherche «rentable»; améliorer l'accès des PME au crédit et réduire la charge administrative; rétablir l'équilibre budgétaire; et résoudre la problématique des dépenses liées au vieillissement de la population.

Pour la petite histoire, les trois premiers du classement sont les États-Unis – qui ravissent la première position à Hong Kong –, la Suisse et Hong Kong.

Le premier européen est la Suède (4^e). L'Allemagne reste accrochée à

sa 9^e place, la Belgique est 26^e et la France 28^e.

Nouveauté du classement 2013 – qui peut éventuellement faire jauger –, l'IMD introduit un hit-parade des «grands perdants», des perdants définis comme étant les pays ayant reculé d'au moins cinq places dans le classement depuis 1997. Ces grands perdants, ce sont les pays européens, à l'exception de la Suède, de la Norvège et de l'Allemagne.

Le Grand-Duché, qui était 8^e en 1997 et était monté jusqu'à la 2^e place en 2003, figure parmi les nommés. Ce dont il se serait sûrement passé.

MARC FASSONE